

# Communiqué de presse FSU à propos de l'implantation de l'université catholique au Mans

Pour la FSU 72 l'argent public doit aller à l'université publique et non à celle privée qui fixe un lien marchand à l'éducation. Les mandats de congrès nationaux de la FSU expriment au contraire l'ambition de nationaliser l'enseignement privé.

Le maire du Mans, en donnant son accord pour l'implantation de la Catho dans sa ville, avalise de facto une sélection par l'argent des étudiant-e-s puisque le coût de l'inscription varie entre 2900 euros et 6650 euros par an. Il conforte l'expansion de l'enseignement de type religieux.

Cette décision est un coup porté à l'Université Publique, aux Services Publics. C'est un coup porté à la laïcité. C'est un coup porté à l'égalité. C'est un coup porté à l'histoire du Mans, à un passé local politique et social de gauche.

Quelle conception de la laïcité préside à cette décision? Celle d'une juxtaposition de propositions d'éducatives, catholique ici, musulmane là, juive ailleurs, patronale plus loin, décroissante par là, libertaire dans cette rue, militaire dans ce quartier...? L'État financerait donc les initiatives de toutes confessions, de toutes orientations philosophiques? C'est d'autant plus inenvisageable que l'autorité de tutelle (le MESRI

pour l'université) n'a de cesse de répéter que les moyens ne sont pas extensibles.

Pour la FSU l'actualité, terrible, montre combien l'état doit au contraire concentrer ses efforts sur le développement des services publics comme outils essentiels du « faire société ».

C'est précisément la charge de l'éducation publique que de porter cela. **Si l'on veut une université qui rayonne, ce doit être celle publique**, avec la ferme intention de couvrir toutes les offres possibles d'enseignement, de développer une recherche d'avant garde, et de fournir un enseignement de qualité, de façon ambitieuse et égalitaire.

Il ne peut exister, contrairement à ce qu'exprime le maire, de complémentarité entre public et privé. Ce qui s'introduit quand le parc privé augmente, c'est une concurrence, inéquitable puisque le Public est sous régime austéritaire quand l'autre dispose de revenus issus de ses clients.

**La FSU appelle tous les partenaires de l'école publique, toutes les citoyennes et citoyens laïques attaché-e-s au service public, à se mobiliser contre ce projet.**